



Manifestation nationale

Nous disons oui pour l'égalité !



Manifestation pour l'égalité, Paris, le 16 décembre 2012

L'AGENDA

26 janvier 2013

► *Rassemblement des secrétaires de section*

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr

Bonnes fêtes de fin d'année ! Rendez-vous le 12 janvier 2013



L'info en continu

Pierre Moscovici, 14/12/12

Stratégie

« Aujourd'hui l'agence de notation Fitch nous dit que la France reste une très grande économie européenne, elle est forte, on peut lui faire confiance. Notre tâche, et la mienne notamment, c'est de contribuer à ce redressement, de faire en sorte qu'il se poursuive. Il y a une stratégie économique, c'est celle que nous allons approfondir pendant tout ce quinquennat, et elle redressera le pays. »

David Assouline, 17/12/12

Cap

« Le cap est fixé. Pour pouvoir procéder à une plus grande redistribution demain il faut remettre notre pays sur les rails, il faut redresser notre économie, tant sur le plan de ses comptes publics, que sur le plan de sa croissance industrielle. Que des parlementaires alimentent le débat, y contribuent, pour pointer la nécessité de continuer de faire des efforts (...) est tout à fait important. »

Annick Lepetit, secrétaire nationale aux Transports, 13/12/12

Grand Paris

« Le rapport Auzannet remis à Cécile Duflot dresse un état des lieux précis de la situation du Grand Paris Express. La démonstration est claire : Nicolas Sarkozy et son gouvernement ont menti aux franciliens depuis trois ans en leur faisant des promesses, tout en sachant que les délais et les coûts annoncés n'étaient pas tenables. Il revient à la gauche de concrétiser les effets d'annonce de la droite. »

MANIFESTATION

Une nouvelle Bastille

Il a le look de George Michaël période Wham !, et tient son ami Fred par la main. Dans l'autre il serre la laisse d'un petit chien blanc, Bidou. Il est 15h, place de la Bastille à Paris, Laurent, Fred et Bidou manifestent pour l'égalité des droits, le mariage et l'adoption pour tous. « En tant que couple homosexuel, nous n'avons pas beaucoup d'alternatives pour fonder une famille. Adopter seul est quasi impossible, trouver un couple de lesbiennes avec le même désir que nous est très compliqué, explique Laurent, alors nous attendons fermement que l'engagement 31 de François Hollande soit tenu et on manifeste pour ça ». À côté d'eux, une jeune fille brandit une pancarte « Je veux les mêmes droits que les homophobes, pas leur avis ». En tout, ils étaient plus de 150 000 à manifester dans toute la France le week-end dernier, de Marseille à Paris. « Il y a encore des Bastilles à prendre, résume Olivier Faure, secrétaire national à la Communication au PS. Ce projet marque une étape nouvelle sur le chemin de l'égalité. Cette Bastille de l'égalité concilie à fois la question de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Sans oublier la question de la laïcité car c'est un projet qui permet à chacun de vivre selon ses convictions. Chacun est libre de penser ce qu'il souhaite mais personne ne saurait imposer ses valeurs à l'ensemble de la population ». Aux côtés des associations, dans le cortège, était présente la majorité des représentants du PS, Guillaume Bachelay, Bertrand Delanoë, David Assouline, Patrick Bloche, le père du PACS, mais également des représentants des partis de la gauche, Pierre Laurent ou encore la ministre Cécile Duflot et Jean-Vincent Placé. « Je suis certain que la loi pour le mariage et l'adoption pour tous passera parce que les socialistes

sont totalement engagés avec les autres formations de gauche, a affirmé Harlem Désir, le gouvernement va défendre ce texte, mais il faut aussi que la société s'exprime, que les forces politiques, les mouvements militants soient là également. » Le PS a lancé il y a une semaine une pétition « Oui pour l'égalité » qui a déjà recueilli plus de 80 000 signatures. Avec le groupe socialiste à l'Assemblée, le parti veut toutefois aller plus loin encore. « Le PS est parfois un éclairer, nous proposons, et le groupe socialiste à l'Assemblée déposera un amendement, pour que le droit à la procréation médicalement assistée qui existe pour les couples mariés, hétérosexuels soit également un droit pour les couples de femmes homosexuelles ». Dans le cortège, dimanche, Marie et Catherine défilaient avec Lucas, 8 ans, le fils de Marie, « que j'ai eu avec mon ancien mari ». Aujourd'hui, elle souhaiterait donner un demi-frère à Lucas, « un enfant que j'aurais avec Catherine, qui sera autant le sien que le mien ». À égalité donc.



ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE

La loi bancaire et financière pour combattre la spéculation et protéger les dépôts des épargnants

François Hollande s'était engagé pendant la campagne présidentielle à réformer le système bancaire en séparant les activités de dépôt des activités spéculatives. Pierre Moscovici a présenté mercredi en conseil des ministres la loi de régulation financière et bancaire, traduction de cet engagement numéro 7 de campagne. Cette loi va permettre de séparer effectivement les activités spéculatives réalisées par les banques et les activités liées au financement de l'économie réelle. « Cette loi est fondamentale et historique. C'est un projet économique – car la finance dérégulée a été au fondement de la crise économique que nous connaissons – mais aussi et surtout, un projet politique, une réponse forte et ambitieuse à la crise pour remettre la finance au service des entreprises qui font la croissance et l'emploi » a commenté le Parti socialiste réuni en BN.

La France est ainsi le premier pays d'Europe à mettre en place une réforme structurelle du système bancaire. Malgré le choc de 2008 et les promesses de

l'ancienne majorité, « le gouvernement précédent n'a jamais proposé de réponse à la crise financière qui avait pourtant mis à terre l'économie de notre pays. Le temps de la régulation est venu. Elle passe par l'interdiction des paradis fiscaux » fait remarquer le PS.

La loi proposée par le gouvernement Ayrault va aussi protéger l'argent des déposants en cas de crise bancaire. Ce seront d'abord les actionnaires, les créanciers et les banques elles-mêmes (à travers un fond de garantie qu'elles financeront), qui seront mis à contribution en cas de faillite. Elle introduit le plafonnement des frais bancaires, et s'attaque aux rentes dégagées par les abus dans le domaine des frais financiers et des assurances sur les prêts.

« Après la mise en œuvre de la Banque publique d'investissement, l'obtention par la France de la construction d'une Union bancaire européenne, liste le PS, c'est une nouvelle étape majeure de la régulation de la finance folle au service de l'économie réelle qui est franchie par cette loi ».



Vie du parti

Les premiers secrétaires fédéraux ont été reçus le 8 décembre à Solférino par le Premier secrétaire Harlem Désir et Alain Fontanel, secrétaire national aux Fédérations.

Réunis à l'Assemblée nationale pour une réunion de travail, les premiers fed' ont ainsi abordé la question des municipales et le rôle du Parti socialiste alors que la gauche est au pouvoir.

REPORTAGE

Un pacte territoire-santé



De loin, cela ressemble à un grand pavillon en sortie de centre-ville, voire une salle des fêtes, un bâtiment parfaitement intégré dans le village. De près, ça permet de soigner, de soulager les maux. Ça redonne de la vie. Scorbé-Clairvaux en Poitou-Charentes, 2 419 habitants,

compte 4 médecins généralistes, 2 dentistes, 4 infirmiers, 2 masseurs-kinésithérapeutes, une pharmacie, bientôt un kiné supplémentaire et un psychologue. Sans la maison de santé, ce sont des malades qui auraient été obligés de parcourir plusieurs dizaines de kilomètres pour se faire soigner une carie, acheter des médicaments, remettre droite une cheville en vrac. C'est là que Marisol Touraine, accompagnée de Ségolène Royal, présidente d'une région qui a investi plus de 5 millions d'euros depuis 2005 dans la lutte contre les déserts médicaux, a choisi de présenter son Pacte territoire-santé. « *Je ne suis pas de nature nostalgique*, a commenté

la ministre de la Santé. *Ce n'est pas pour restaurer l'ordre ancien que nous engageons aujourd'hui ce combat contre les déserts médicaux. Le discours sur les déserts médicaux n'est pas nouveau. Je suis la première ministre de la Santé à m'y attaquer. On a beaucoup parlé et peu agi. Depuis dix ans, mes prédécesseurs ont échoué.* » Depuis cinq ans, deux millions de Français supplémentaires sont touchés par la désertification médicale qui met en péril des territoires entiers et creuse les inégalités entre les Français. Parce qu'il n'est pas pensable qu'on puisse attendre un an pour avoir un rendez-vous chez un ophtalmologue, Marisol Touraine a avancé un plan global pour qu'à nouveau des médecins, des spécialistes, s'installent dans ces territoires délaissés. Ce plan s'articule autour de 3 objectifs, changer la formation et faciliter l'installation des jeunes médecins, transformer les conditions d'exercice des professionnels de santé, investir dans les territoires isolés. À chacun de ces objectifs sont reliés 4 engagements, comme celui de conforter les centres de santé, de rendre obligatoire un stage en médecine générale pour les étudiants, ou développer la télémédecine. Une consultation sera lancée début 2013 dans tous les départements.

REPORTAGE

Retour d'Afghanistan

De mai à novembre 2012, ils ont vécu en Afghanistan, dans les montagnes, dans la caillasse, dans les villages en ruines. Six mois d'une mission militaire difficile qui a pris fin le 11 novembre. Tout un symbole. Les 450 hommes du Groupement tactique interarmes « Oies sauvages », principalement armé par les fantassins du 92^e Régiment d'infanterie, sont rentrés en France. Au complet. Lundi 17 décembre, sur la place de Jaude à Clermont-Ferrand, près de la statue équestre de Vercingétorix qui clame « *j'ai pris les armes pour la liberté de tous* », le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense et le Général Chef d'état major de l'armée de terre Bertrand Ract Madoux, ont acté la dissolution du GTIA Oies sauvages. Le mandat du groupe consistait à transférer des responsabilités de sécurité aux forces armées afghanes, désengager des emprises dans la région de Surobi et du Sud Tagab, et assurer le regroupement des unités françaises. « *Le danger n'en demeurait pas moins présent* », a rappelé Jean-Marc Ayrault. En témoignent les actes de bravoure pour lesquels 13 soldats ont été décorés. Tirs de harcèlement des insurgés, embuscade de tireurs rebelles, explosion d'une roquette tirée par des insurgés, les 450 hommes d'Auvergne ont dû faire face à des ennemis déterminés. « *Vous avez œuvré de façon décisive à la défense de notre pays et à la sécurité internationale*, a rappelé le Premier ministre, *grâce à votre action et à celle de nos alliés, l'Afghanistan comme il en a légitimement exprimé la volonté pour reprendre son destin en main.* » Plus tard, au quartier du 92^e régiment d'infanterie, le Premier ministre a échangé longuement avec les soldats, l'occasion pour lui de redire « *l'émotion et la fierté, la gratitude et le respect* » avec lesquels la Nation accueille leur retour.

« *Vous pouvez rentrer avec le sentiment du devoir accompli* » a-t-il conclu alors qu'une Marseillaise résonnait gravement dans le quartier Desaix. En tout, 70 000 soldats français ont œuvré en Afghanistan, 88 ont laissé leur vie, plus de 700 y ont été blessés. Samedi dernier, 200 soldats du 35^e Régiment d'infanterie de Belfort, chargés de protéger le désengagement, ont décollé de Kaboul direction la France. Le 35^e RI était les dernières troupes en poste. L'engagement pris par François Hollande qu'il n'y aurait plus de forces combattantes françaises en Afghanistan à la fin 2012 est donc tenu. Le Parti socialiste a salué ce retour et a adressé aux rapatriés, « *toute la reconnaissance de la Nation pour l'engagement qui a été le leur pendant près de dix années aux côtés des autres membres de la coalition.* » En vertu du traité de coopération et d'amitié franco-afghan entré en vigueur le 1^{er} décembre, la France continuera d'aider l'Afghanistan en prenant notamment en charge l'hôpital militaire et l'aéroport de Kaboul, l'électrification d'une partie de la Kapisa et la construction d'écoles. Les anciennes Oies sauvages elles sont déjà réparties vers d'autres missions.





« Je veux que la République donne le droit à tous ceux qui s'aiment de se marier et d'adopter. Je veux l'égalité pour tous sans discrimination liée à l'orientation sexuelle. Je veux que tous les couples et leurs enfants, toutes les familles de France, soient reconnus, respectés et protégés. »



Mariage pour tous, signez sur : parti-socialiste.fr/ouipourlegalite